

DEUX RONDS

# LE PERE PEINARD

Réflexes

HEBDOMADAIRES  
d'un

## GNIAFF



ABONNEMENTS France Un an . . . . . 6  
Six mois . . . . . 3  
Trois mois . . . . . 1 50

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
15, Rue Lavieuville (Montmartre), Paris

ABONNEMENTS Extérieur Un an . . . . . 8  
Six mois . . . . . 4  
Trois mois . . . . . 2

# A QUI LA RUE?... AU POPULO!

## ÇA CHAUFFE!

### GRÈVE GÉNÉRALE DU BATIMENT



#### Dans la Rue!

On se croirait revenu — ou presque — aux derniers jours du règne de Badingue, A l'époque trouble où les trous du cul, dévalant sur les boulevards, beuglaient : « A Berlin ! » et assommaient les bons bougres assez criminels pour préférer la paix.

Aujourd'hui, pareilles truffes roulent sur les trottoirs. S'il n'y avait trente ans d'écoulés on croirait que c'est les mêmes fioles — à part la gueulerie qu'ils lampionnent, un brin modifiée — c'est kif-kif bourriquot! Sous Badingue, Déroulède n'était encore que simple bibi dans l'armée des Pantouffes.

Depuis, dans le sang des Communards, il a ramassé ses galons. Aussi, maintenant, le voici généralissime : c'est lui le chef de bande! Et, nom de dieu, de cœur, de fiel, il est toujours Versaillais! Sous Badingue, la police encadrait les bouffe-prussiens, Sous Brisson, elle marche de compagnie avec les bouffe-youpins. Qu'y a-t-il de changé? Peu! La bêtise des Pantouffes est toujours aussi crasseuse, la couche toujours aussi épaisse. Idem, leur férocité! Dans leurs tripes, ce n'est pas un cochon qui roupille — c'est un inquisiteur. Et ce tortionnaire a le réveil bougrement teigneux et sanguinaire. On l'a vu, dimanche, à l'Arc-de-Triomphe. La férocité et l'andouillerie des Pantouffards s'en est donnée à cœur joie. Sans grande peine, d'ailleurs : Outre que sergots faisaient cause commune avec cette racaille, le triomphe leur a été d'autant plus facile que le populo ne s'était pas dérangé... ou peu! Les Pantouffards ont donc eu le champ libre. Et ils en ont profité, nom de dieu!

A vingt contre un, ces chacals tapaient, assommaient; quelquefois, les victimes n'avaient qu'esquissé un geste de dégoût... quelquefois même, n'avaient-elles ni pipe mot, ni bronché.

Qu'importait! Les Pantouffards cognaient à l'aveuglette. Ils n'avaient soin que d'une chose : être au moins vingt contre un! Ceux-là étaient les courageux, parmi les Pantouffards. Les tafeurs de la clique opéraient autrement — se limitaient à la mouchardise : ils indiquaient à la ficaille alliée, les bons bougres à sucrer et à passer à tabac.

L'apothéose de la bacchanale Pantouffarde s'est dévidée aux Champs-Élysées. Comme coin admirablement approprié, — sous les marronniers légendaires, — on ne pouvait mieux souhaiter :

Un raticchon faisait son persil au bras d'un troubade.

Venaient-ils de goupillonner ? Je l'ignore !

Tout ce que je sais, c'est que les bandes de Pantouffards ont déliré à la vue du couple.

Et les gueuleries ont fusé de plus belle : « Vive l'armée ! Vive la Pantouffe ! Vivent les raticchons !... »

Puis, sous l'œil paterno des sergots la gueulerie caractéristique : « Vive le Roi ! »

Voilà où nous en sommes, nom de dieu !  
Les républicains paieront-ils la casse ? Le populo les rendra-t-il responsables de la reculade formidable où ils nous ont entraîné ?

L'avenir nous le dira !

Pour l'instant, un mot aux Pantouflards : Qu'ils aient la victoire moins expansive et moins boucanière. Leur triomphe a été tout plein commode.

Le populo n'était pas là !

Mais, cré pétard, qu'ils ne dressent pas la crête, ne fassent pas les farauds, ne se poussent pas du col.

Pour les faire déchanter il suffirait que le populo mette son grain de sel dans la discussion.

Du coup, les empapaoutés des jésuitières, les larbins de la réaction, les lèche-croupions et autres Pantouflards enragés serreraient les fesses.

Ah, nom d'un pet, ça changerait d'antienne !

Or, cette intervention du populo est dans les choses d'autant plus facilement possibles que les Pantouflards auraient tort d'oublier ceci :

Dans la rue...

Le populo est chez lui !

## GRÈVE PARTOUT !

Les patrons terrassiers sont en train de se mordre les pouces.

Ces grosses crapules d'entrepreneurs commencent à reconnaître qu'ils ont eu tort de lanterner les prolos qui leur demandaient — tout bêtement — le respect des tarifs consentis.

Si c'était à refaire, les charognards caneraient !

Oh, ne nous y trompons pas : ce n'est pas leur bonté d'âme qui amadou ces jean-foutre ;

Ce n'est pas qu'ils aient soupesé les mières que leur vacherie engendre ;

Ce n'est pas qu'ils aient supputé combien, par leur entêtement, il y a de gosses qui n'ont pas bouffé à leur faim.

Ils se moquent de ça !

Il peut en claquer des prolos, des femmes de prolos, des fils de prolos,

Il peut en clampser des cent et des mille,

Ça ne leur foutra pas la larme à l'œil !

S'ils deviennent coulants et aimables, ce n'est pas que la pitié les ait tourneboulés, — c'est qu'ils ont le trac !

Les chameaux avaient espéré, en peu de jours, réduire leurs prolos par la famine :

Ils étaient d'autant mieux disposés à escompter ce cochon d'espoir que les terrassiers, manquant de pognon, manquant de crédo, manquant de tout..., et n'ayant pas l'audace de vivre à la bonne franquette, sans s'occuper du « qu'en dira-t-on »... les capitalos pouvaient les supposer vaincus d'avance.

Je t'en fous !

Primo, il est venu du pognon aux grévistes — il leur en est même tombé bougrement !

Deuxièmement, voici qui beurre leurs épinnards — et qui vaut rudement mieux que des gros sous : leur initiative ne reste pas isolée — les autres corporations du bâtiment entrent en branle et vont emboîter le pas à la grève... si ce n'est déjà fait quand les bons bougres s'appuieront mes ruminades.

—o—

A plusieurs reprises j'ai déjà eu l'occasion d'indiquer que, plus on va, plus les grèves ont tendance à faire tâche d'huile, à se généraliser — au lieu de rester, comme il y a encore une dizaine d'années, circonscrites en une lutte partielle.

Aujourd'hui, les grèves ont tendance à perdre le caractère de chichis particularistes, survenus entre une nichée de patrons et une tapée de prolos, pour se généraliser et acquérir une allure galbeuse d'escarmouche de guerre sociale.

C'est ce qui arrive pour la grève des terrassiers.

Au premier jour, les camaros des autres métiers du bâtiment ont assisté à la grève, pensant que — devant les réclamations aussi mesquines que légitimes des terrassiers, — les patrons céderaient illico.

Quand les gas ont vu l'entêtement crapuleux des exploités, la moutarde leur a monté au nez :

« Rira bien qui rira le dernier ! Nous ne sommes pas logés à meilleure enseigne que les terrassiers... donc donnons leur « la main ! »

Et c'est chose faite...

Ou presque, nom de dieu !

Déjà les serruriers du bâtiment sont en grève, — emboîtant le pas aux terrassiers, aux charretiers, aux démolisseurs ; et ce n'est pas tout : les maçons ont déjà plaqué en partie ; idem, les peintres.

Puis, voici que les menuisiers, les charpentiers et tous les métiers similaires s'agitent.

Au point qu'avant la fin de la semaine il se peut qu'il y ait à Paris quelque chose comme cent mille grévistes.

Cent mille !... C'est presque une armée, ça !

—o—

Le mot d'ordre est : « Grève Générale ! »

Chouette, nom de dieu !

Voilà qui promet...

A condition que les rouspéteurs aient le nez creux, soient farcis d'initiative et aient la notion exacte de ce qu'on entend par Grève Générale.

La saison est passée de se rouler les pouces et de se chatouiller le nombril.

La Grève Générale, c'est la porte ouverte à la Révolution,

Il ne s'agit que de marcher !

## LE CONGRÈS DE RENNES

J'ai arrêté mon compte-rendu aux hors d'œuvres du Congrès, aux préliminaires discussions sur le mode de vote et indiqué la décision prise : mettre à l'étude le système qui consiste à ne plus voter sur les questions de principes, mais à simplement enregistrer les opinions pour ou contre — de façon que la majorité n'étouffe pas la minorité, ni lui impose sa manière de voir.

Le mardi, dès le matin, commence la discussion de l'ordre du jour.

Il n'est pas terrible cet ordre du jour !

Ceci demande explications :

L'ordre du jour des congrès corporatifs n'est pas arbitrairement fixé par une coterie plus ou moins dirigeante ; tous les syndicats ont voix au chapitre et peuvent indiquer telle question. Il suffit donc de quelques syndicats à tendances réformatrices pour farcir l'ordre du jour de questions à leur image.

C'est ce qui a eu lieu.

Autre chose, les syndicats sont en pleine mue : ils perdent leur vieux plumage autoritaire et, à fleur de peau, percent les nouvelles plumes qui seront rutilantes de libéralisme. Mais, tout cela est encore peu défini — de là, des illogismes et des hésitations comme il s'en est manifesté ; surtout ces jours-ci.

Il y a quelques années, les syndicats avaient pleine confiance en les politiciens ; les lapins posés en on fait rabattre. Malgré cela il survit quelques vieux rogatons de la croyance en l'efficacité gouvernementale.

Ou mieux, les syndicats cherchent à s'illusionner encore et à se monter le coup à eux-mêmes : ils voudraient bien ne pas abandonner les vieilles balançoires sur l'Etat protecteur des prolos et fabricant de bonnes lois.

Ils comprennent que croire à cela c'est être

dupes — mais ils hésitent à sauter le pas... l'au delà les effarouche un tantinet.

Il est bon de dire que toutes les syndicales n'en sont pas là : il y en a qui l'ont sauté ce pas... et elles s'en trouvent bougrement bien !

Les délégués les plus endiables d'intervention gouvernementale s'excusaient, affirmant n'avoir d'autre dada que de bien convaincre leurs camarades de l'impuissance et de la mauvaise volonté des dirigeants.

A ce piètre argument, la réponse est facile : il y a belle lurette qu'on s'amuse à prouver cette impuissance et cette mauvaise volonté — il se serait temps de passer à un autre genre d'exercices.

—o—

Si on ne jugeait le congrès de Rennes que sur son ordre du jour, et même sur les discussions, l'impression pourrait n'être pas fameuse. Mais, si on cherche à pénétrer « l'état d'âme » des bons fiex présents on s'aperçoit qu'il est rudement complexe et que la mièvrerie de l'ordre du jour recouvre des questions fort graves.

C'est l'avenir du mouvement corporatif qui se décide : les syndicats vont-ils retomber dans les traquenards autoritaires et politicards ou voguer carrément vers la liberté ?

Voilà la discussion !

Et je puis dire de suite que la marche en avant s'est accentuée.

Dès mardi, on est dans le vif de cette discussion : aux précédents Congrès on avait essayé d'accoucher d'une Confédération qui aurait englobé tous les groupes corporatifs et dont le comité eût été une espèce de Parlement du Travail.

Si les groupes corporatifs eussent été disposés à se laisser gouverner la Confédération aurait pu vivoter.

Mais, nul n'en pinçait ! On ne venait pas de fiche en l'air les politiciens guesdistes, (au congrès de Nantes, en 1894) avec leur sacrée Fédération, à l'autoritarisme canulant, pour se laisser échauder à nouveau.

Aussi, la Confédération est restée un fœtus.

Ses partisans ont mis leurs déceptions sur le compte de la Fédération des Bourses du Travail.

Et voilà la lutte ouverte ! La sempiternelle lutte entre les centralistes et les fédéralistes — entre l'autorité et la liberté.

Pelloutier passe au rétamage. A en croire le comité national, c'est lui qui a fourré plusieurs wagonnées de traverses, de rails et de poutres dans les roues de la Confédération.

La discussion est interminable et elle s'envenime quand Riom vient remettre les choses au point : il explique qu'il ne faut pas retomber dans les errements du passé et accoucher d'un Parlement du Travail. Ce serait la centralisation à outrance et la disparition de l'activité et de la vie dans les groupements corporatifs. Avant le congrès de Nantes on subissait l'influence guesdiste ; on a brisé la Fédération. Va-t-on la reconstituer aujourd'hui ? Ce serait absurde. La Confédération ainsi comprise deviendrait le point de mire de toutes les coteries politiques qui s'en disputeraient la prédominance : blanquistes, broussistes et allemandistes tenteraient de prendre la succession des guesdistes. On n'aurait gagné que de changer d'école et de recommencer tout le passé.

Et ce que dit Riom a l'approbation du Congrès : il est décidé que la Fédération des Bourses, dont les tendances autonomistes effarouchent les partisans de la centralisation, restera autonome et que le comité de la Confédération se bornera à mettre en relations entre elles les Fédérations adhérentes.

Pour ma part, je ne conçois le comité confédéral que comme suppléant un réseau téléphonique : si tous les syndicats et fédérations de métiers étaient réunis par téléphone, le bureau central d'où la téléphoniste mettrait les divers groupements en communication remplacerait avec avantage l'actuel comité.

C'est un peu cet esprit qui a prévalu : l'unité, la centralisation, l'autoritarisme a été fichu au rancard et on a compris que, plus il y a de diversité dans les groupements, plus grande est l'autonomie, plus il y a de vie et de vraie liberté.

—o—

Le délégué des typos, Maynier, a proposé une binaire américaine ; la Fédération du Livre est bougrement réactionnaire, elle n'a qu'une qualité : c'est d'avoir horreur de l'intervention de l'Etat.

Ceci dit le pourquoi de la proposition de Maynier : il demande la généralisation de ce qui se pratique dans la typographie où, au bas des imprimés faits au tarif on colle la mention : « fait par des syndiqués ».

Les typos se sont bien trouvés du truc et il est plus que probable qu'il en serait de même pour les autres corporations.

Ca se pratique aux Etats-Unis sur une grande échelle : sur les produits fabriqués par les prolétaires de l'Union il y a une marque, de même, dans les magasins où turbinent des employés de l'Union, des pancartes l'indiquent.

C'est un dérivatif du boycottage, ayant pour visée d'obtenir un relèvement des salaires, sans l'intermédiaire de l'Etat. Et nous voici à la question du Boycottage et du Sabottage. Je jette mon jus :

J'explique qu'il est difficile de toiser les résultats obtenus, vu qu'il n'y a pas d'enquête possible ; ce qu'on peut assurer c'est que la tactique du boycottage et du sabottage a fait du chemin.

Autant qu'il aurait été possible ? Non ! Pourquoi ? Parce qu'il en a été de cette binaise comme de l'idée de la grève générale.

Jusqu'ici, on a eu le tort, dans les Congrès ouvriers, de s'imaginer qu'il y avait un grand pas de fait quand on avait voté un principe. La belle foutaise !

Voter et s'abstenir d'agir est absurde : il faut que ceux qui se sont mis d'accord sur une tactique ne s'endorment pas sur le rot, une fois le congrès fini ; il faut que, rentrés chez eux, ils s'attellent à la vulgarisation de la tactique qu'ils ont approuvée. Seuls, sont excusables de n'en rien faire ceux qui n'en étaient pas partisans.

Ainsi, depuis plusieurs années, on a voté la grève générale. Ça a été tout plein platonique. En la votant, nul ne songeait à sa prochaine éventualité. Aussi, quand les prolétaires des chemins de fer ont parlé de faire grève, certains — qui avaient toujours voté la grève générale — ont avoué que sa mise en pratique était prématurée.

Ce que je dis de la Grève générale s'applique au Boycottage et au Sabottage. Et, ce peu d'activité tient à l'état d'esprit qui nous porte à trop regarder du côté du pouvoir et à attendre le salut d'en haut, tandis qu'il est en nous-mêmes, — rien qu'en nous-mêmes.

Pour conclure, sur le Sabottage, j'insiste pour qu'on ne se borne pas à le pratiquer, — le Sabottage plus ou moins inconscient ayant toujours été à la mode, — mais pour qu'on le fasse pénétrer dans les milieux ouvriers, de façon que le « Gare au Sabottage ! » soit une menace salutaire pour museler la vacherie des capitalistes.

Après moi, Pelloutier tient le crachoir et pose comme premier point qu'on n'obtient de réformes que celles qu'on prend soi-même. C'est être naïfs de compter sur d'autres.

Il explique que, dans la société actuelle, il n'y a de possible qu'un déplacement de richesses et que toute réforme qui n'a pas pour effet de diminuer la richesse ou la puissance capitaliste est une fumisterie.

Or, comment croire que des réformes demandées humblement à l'Etat seront accordées ? Pourquoi toujours tabler sur la bonne volonté capitaliste pour nous faire participer aux bienfaits sociaux ?

Après le congrès de Toulouse, de l'an dernier, on avait pu espérer que, désormais, au lieu de demander quoi que ce soit à nos adversaires de classe, les travailleurs allaient se décider à agir eux-mêmes et à faire eux-mêmes leurs conditions de vie.

Il est regrettable que les résultats n'aient pas été meilleurs.

Est-ce à dire que nous ne parviendrons pas à refaire notre éducation et à nous convaincre qu'il faut agir nous-mêmes ? Ce serait à désespérer de nous !

Ainsi, le Sabottage est un riche instrument révolutionnaire : quand, ne se bornant pas à le pratiquer isolément on le généralisera et le systématisera, ce sera une arme puissante.

Par la Grève générale nous sommes décidés à entrer en révolte contre la société entière : à tout reprendre.

Qui peut le plus, peut le moins ! Quand on affirme que nous sommes acculés aux moyens révolutionnaires on n'a pas à repousser le Sabottage, sous prétexte que c'est une tactique révolutionnaire. Nous n'avons pas de ménagements à garder avec une société qui fait tirer sur les travailleurs avec les fusils que nous avons fabriqués !

Ce qu'il faut, c'est de l'esprit d'initiative ! Et comprendre enfin que, pour la disparition des classes capitalistes, il nous faut cesser de compter sur nos adversaires nés et faire nous-mêmes notre sort.

A part le délégué des typos, Meynier, qui en tient pour le boycottage, mais renâcle au sabottage, tous en pincent, — ou presque tous.

Beausoleil considère le sabottage comme une chic forme d'action pour les employés ; une cinquantaine de militants pourraient, avec du flair, ruiner le Louvre et le Bon Marché.

Le Sabottage, dit-il, est un moyen offensif à la disposition des minorités ; quand les capitalistes font des coupes sombres, sabrant tous les gas qui ont du tempérament, lutter la face découverte serait lutter à armes inégales ; donc, ruiner un patron qui a mis les camarades, leurs femmes et leurs gosses dans la misère est d'excellente guerre. Qu'il n'aperçoive pas la main, — fort bien ! — mais qu'il aperçoive la ruine !

Et le tempérament blanquiste de Capuzan s'accorde aussi du Sabottage : il l'approuve parce que c'est un entraînement à la révolte. Un bon feu de l'alimentation raconte un épais coup de sabottage qui s'est pratiqué dans une grande gargotte de Paris : une après-midi, le patron, saoul comme trois bourriques, dévala aux cuisines et gueula tellement que les prolétaires perdirent patience.

Quand, à 7 heures, il se trouva environ quatre cents clients dans la salle, attendant la croûte, macache !... Les marmites étaient farcies de briques, mises à cuire avec quelques poignées de sel et de l'eau ; dans la plus grande marmite, les gas avaient fourré la pendule de la cuisine avec les condiments indispensables.

Lorsque le patron vit de quoi il retournait il supplia son personnel de faire de la tambouille sérieuse, mais il en fut pour ses frais de pleurnicherie : les bons bougres posèrent leurs tabliers et décanillèrent, tandis que le singe était obligé de prier ses clients impatientés d'aller bouffer chez ses concurrents.

Après la discussion, une commission, chargée de résumer en un rapport les tendances du Congrès est nommée : son rapport conclut à la vulgarisation de la « marque » et approuve la tactique du Boycottage et du Sabottage.

La commission annonce que ses membres prennent l'initiative de continuer, le Congrès fini, la propagande pour cette tactique, par des brochures ou des manifestes.

Mon compte-rendu ne suit pas recta l'ordre des discussions, d'autant qu'il me faut abrégier, faute de place : c'est surtout les tendances que je veux dégager, — et non donner le menu de la discussion.

Ce que j'ai déjà indiqué se manifeste quand viennent sur le tapis les diverses questions : les plus acharnés partisans de l'intervention de l'Etat, ceux qui veulent qu'on exige des pouvoirs publics des lois protectrices, le fond sans grand emballement.

Ils sentent que ce qu'ils serinent est impraticable, — et ils s'y accrochent désespérément malgré ça !... Bast, avant peu, ils se décideront à être eux-mêmes et à ne compter que sur leur poigne.

Voici qu'on discute sur l'alcoolisme. D'où vient l'alcoolisme ? De la misère, de l'exploitation éfrénée. Pour ça, y a pas d'erreur. Le tord-boyaux est un stupéfiant qui fait oublier la mistouffe et qui semble fouetter le sang.

Le remède ? Il n'y en a pas d'autre qu'un meilleur alignement de la société : la révolution sociale !

Mais, au Congrès, il y a quelques Broussistes, ferrés à glace sur la question et ils prétendent que le monopole de l'alcool coupera la chique à ce mal affreux, — le monopole, c'est, à les croire, « un service public ».

A propos de la mise en régie des travaux de l'Etat et des Communes, Riou, secrétaire de la Fédération du Bâtiment, explique que c'est se monter le bobéchon qu'attendre une solution du gouvernement : il y a 15 ans que les conditions du travail sont discutées par les législateurs, et ça peut encore durer 15 ans, — il n'y a pas de raison pour que ça finisse !

Il en est de ça, comme de la journée de huit heures : les travailleurs ne feront huit heures que le jour où, les huit heures tirées, ils se décideront à plaquer l'atelier, l'usine ou le chantier.

De même encore, on crie contre le marchandage et on demande naïvement aux gouvernants de faire respecter le décret de 1848. Et les gouvernants se moquent de ces réclamations ! Le marchandage ne disparaîtra que lorsque les travailleurs l'empêcheront, — et, ce jour là, ils trouveront le gouvernement contre eux !

A propos du travail des femmes, comme à propos de toutes les autres questions les deux thèses sont émises : ceux qui en pincent pour

que l'Etat fasse notre bonheur réclament des lois.

Et l'avis contraire s'affirme : opérons nous-mêmes ! Le parlementarisme a, sur cette question, déjà prouvé son impuissance. On parle d'améliorer la loi de 1892 — qui a été une déception, à tel point que dans certaines industries, elle a empiré le sort des femmes et des enfants. Ici, comme en tout, il n'y a qu'une solution : amenons les femmes à comprendre ce que nous voulons et ne tablons que sur notre énergie !

Encore des projets de caisses de retraites ! Pas celui d'Escuyé, par exemple. De cet ours il n'est plus question : les prolétaires n'en veulent pas.

Ah, mais ! Voilà que ça a chagriné l'inventeur : quand il a su que le Congrès de la Fédération des Bourses avait repoussé son projet il a été porter à l'Aurone une lettre affirmant que, l'an dernier, le Congrès de Toulouse l'avait voté.

Ça donne occasion à Pelloutier de rectifier les faits : l'an dernier, à Toulouse, par un coup de jarnac, à la dernière heure, l'ours d'Escuyé fut proposé au Congrès des Bourses qui, n'ayant plus le temps de lui faire un enterrement, renvoya la question au Congrès corporatif. Et c'est ça qui passa pour une acceptation !

Pelloutier continue en faisant la récapitulation des lois prétendues ouvrières ; il ne cite que les plus en vedette :

Décret de 1848 abolissant le marchandage. — Loi de 1848 limitant à douze heures la journée de travail. — Loi de 1874 sur le travail des gosses. — Loi sur les logements insalubres. — Loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants. — Enfin, la loi sur les accidents qui, à peine vieille de quelques mois, attire déjà une tapée de récriminations.

De toutes ces lois ? Rien ! Pas même un semblant d'application.

Et pourtant, si les dirigeants avaient deux milliards de bonne volonté, ces lois qui ne dérangent pas un cheveu à l'alignement social pourraient être appliquées.

Mais, justement, pour des choses pareilles, c'est idiot de demander de la bonne volonté aux jean-fesse de la haute.

A plus forte raison ne voudront-ils rien savoir de projets comme leur en prépare le Congrès actuel qui seraient un chambardement du capitalisme.

Ne perdons pas de vue la lutte de classe : il n'y a pas de terrain d'entente entre nous et les dirigeants.

Un simple exemple : quand, dans la force de l'âge, le prolo est un producteur, il n'arrive pas à obtenir sa part intégrale — on lui donne à peine quoi bouffer — et des naïfs parlent de demander des retraites pour celui qui, trop vieux, n'est plus utile aux capitalistes ?

Les dirigeants se ficheront de nos fioles ! Dans les conditions actuelles, il n'y a pas pour les travailleurs de retraites possibles ; si l'Etat en donne à ses employés — de même que certaines grandes Compagnies — c'est que ces jean-foutre considèrent les types comme des serviteurs et non comme des travailleurs.

Ce qu'ils en font n'est que pour les amadouer — se créer des défenseurs ! Donc, la seule chose que nous puissions faire c'est affirmer le droit des travailleurs à l'existence — et nous préparer à le conquérir.

Quelques camarades parlent aussi dans le même sens et un accueil plus que froid est fait aux deux projets de caisses de retraites qu'on nous sert : un projet blanquiste de Capuzan et un projet rigolo du comité national de la Confédération.

Dans ce projet, l'égalité des sexes prônée la veille au Congrès est oubliée et la femme retraitée palpera moins que l'homme.

Pour trouver la galette nécessaire à ces pensions, rien de plus simple : primo, un impôt sur les ouvriers étrangers (pour des internationaux, voilà qui est tocard !); deuxième, suppression des sous-préfectures ; troisième, réduction du service militaire (les couillons n'en demandent même pas la suppression radicale !)

Et le reste à l'avenant ! Hein, avais-je raison de qualifier ce projet de rigolo ?

Le Congrès — faute de temps — n'a pu entermer les deux caisses de retraites en question ; elles auraient pourtant été au mieux dans la boîte aux dominos où moisit l'ours d'Escuyé.

Quand le samedi est arrivé il y avait encore bougrement de discussions sur la planche. C'est pour le coup qu'on a mis les bouchées doubles ! Une seule question, — parmi celles qui res-

étaient en suspens, — a réveillé l'ardeur discutaillieuse : la Grève générale.

Et cela, parce que l'idée de sa mise en pratique, — lancée par le Syndicat des Chemins de fer, — a entraîné tiraillements et zizanies.

J'ai déjà indiqué que certains Syndicats, — malgré les votes de principe affirmant l'utilité de la Grève générale n'ont pas répondu crânement au referendum emmanché par le Syndicat des Chemins de fer.

Et Guérard, le secrétaire du Syndicat, se plaint avec raison des défaillances.

Sur ce, j'interviens pour expliquer que les Congrès antérieurs ont voté le principe de la Grève générale, sans en prévoir la mise en pratique prochaine; on parlait de la Grève générale, comme on jaccasse de la Révolution, — pensant que ça ne tirait pas à conséquence.

Aussi, mince d'épatement ! quand le Syndicat des Chemins de fer manifesta l'intention d'agir. Quoique son initiative ait fait chou-blanc elle n'en a pas moins eu ceci de bon qu'elle a fait sortir du nébuleux l'idée de la Grève générale... et a fait entrevoir que la crise peut éclater dans un avenir peu éloigné.

Et j'ajoute que le Syndicat des Chemins de fer n'a pas agi révolutionnairement : il a fait du parlementarisme au lieu de prêcher d'exemple; en perdant son temps à interroger les Syndicats il a laissé passer l'heure de l'action. Il aurait dû, à ses risques et périls, proclamer la grève et, très probablement, son initiative aurait entraîné les groupements même qui, au referendum, ont refoulé.

L'appréciation que je viens de formuler est loin d'être individuelle, c'est le sentiment de presque tous !

—

Durant la semaine, les absents ont été rares, — les séances du Congrès ont été très suivies.

L'après-midi du samedi il y a une détente : beaucoup font leurs préparatifs de départ, d'autres, à la va-vite, bâclent les « rapports » de leur commission (rapports qui vont rester lettre morte), — si bien qu'il manque près de la moitié des congressistes.

Il n'y a pas à tortiller; le manque de temps y force : le Congrès va se séparer sans qu'il soit formulé une sanction à une bonne part des discussions de la semaine. Il y a quelques années, alors qu'on était saturé de parlementarisme, c'eût été une abomination que de se séparer sans voter de « résolutions ».

Cette fois, nul n'est choqué : ceux que leur restant d'autoritarisme pourrait effaroucher s'excusent par le manque de temps, l'ordre du jour trop chargé.

Pas moins, c'est caractéristique de l'état cérébral : on a discuté, on s'est efforcé de dégager l'orientation du mouvement corporatif et, pour une bonne part des questions élucidées, on n'a pas conclu....

Et on est arrivé à ceci : grâce au manque de temps le système dont, Pelloutier et moi, nous demandions l'application, à l'ouverture du Congrès, la force des choses en a imposé la pratique : on a discuté beaucoup... et peu voté !

C'est la meilleure louange qu'on puisse faire du Congrès de Rennes.

EMILE POUGET.

## A Coups de tranche

Vive la Liberté ! — Nous avons sur le râble un ministère radical, — et Brisson prouve son radicalisme en protégeant les jésuites.

Dimanche dernier, sergots et mouchards s'étaient enrôlés dans les bandes Dérouléistes, avenue Wagram.

D'autre part, les quotidiens esterhazyens s'amuse à provoquer au meurtre et au pillage, — et les marchands d'injustice leur font risette.

Pas plus tard que mardi, Cornély, un chieur d'encre du FIGARO, nous promettait un massacre auprès duquel celui de Milan ne serait que de la gognotte.

Le rêve d'Esterhazy, quoi ! Seulement au lieu de massacrer les parisiens à la tête des uhlands, c'est à la tête de ses copains de France que l'illustre galonné opérerait.

Par contre, gare aux bons fleux !

Pour quelques lignes qu'un jugeur a trouvé déplaisantes, le numéro 3 du CRI DE REVOLTE a été saisi.

C'est ainsi que le ministère radical pratique la liberté : il permet tout aux bandits de la haute,

aux cafards et autres crapules et musèle les bons bougres.

X

La chasse aux anarchos ! — La vermine dirigeante de tous les patelins d'Europe est toujours en pourparlers pour augmenter la dose d'intolérance — déjà bougrement forte — dont on use vis-à-vis des anarchos.

Faut-il qu'ils soient truffés ces sales mecs ! Toutes leurs mesures répressives ne feront qu'augmenter le mal : c'est la misère et l'oppression qui engendrent l'esprit de rebiffe et font des anarchos.

Or, pour arrêter les frais, les andouilles dirigeantes n'ont trouvé d'autre solution que d'augmenter l'oppression et la misère.

On n'est pas plus pantouflards ! Ainsi, de Suisse, ces derniers jours une tapée de bons fleux ont été expulsés sans rime ni raison.... Combien ? C'est difficile à dire... Cinquante ou cent !

La gouvernance suisse s'est-elle demandé ce que vont devenir ces pauvres gas ?

De même, a-t-elle réfléchi à ceci : Luccheni fut expulsé d'Autriche, pourchassé par la police de divers pays, canulé par les roussins de Lausanne.... N'est-ce pas cette accumulation de vacheries policières qui a armé son bras ?



## Les pêcheurs du Tréport

Eh foutre, j'avais le nez creux ! Ce que j'avais prévu quand s'est manigancé le sacré congrès maritime de Dieppe vient d'arriver : les pêcheurs se sont fichus en grève.

C'est le plus clair résultat de ce cochon de congrès ! Il n'y a, d'ailleurs, pas à s'en épater : quand les richards se font peloteurs et bons apôtres, c'est qu'ils méditent une crapulerie.

J'ai déjà expliqué que ces maudites sangsues voulaient barbotter les brous aux pêcheurs... Ils y ont presque réussi, nom de dieu !

Mais, que je commence par le commencement, vu que le sort des pêcheurs est presque aussi inconnu qu'il est pitoyable :

La pêche à la part. — Le marin qui pêche à la part n'est pas le salarié de l'armateur, c'est un associé.

Voici le contrat entre l'armateur et l'équipage : le produit de la pêche est vendu et, sur le prix touché, on déduit d'abord les frais ; le reste, le produit net, est partagé en deux ; l'armateur prend une moitié et l'équipage l'autre. Or, comme les barques sont montées habituellement par huit marins, l'armateur palpe un bénéfice huit fois plus élevé que le matelot.

L'exploitation est déjà carabinée ! Eh bien, les armateurs ne la trouvent pas assez intense : en leur qualité de capitalistes ils battent en brèche la navigation à la part et s'efforcent de réduire le marin à la condition de salarié réel.

L'application de la vapeur à la pêche — l'emploi de chalutiers à vapeur — sert bougrement leurs prétentions. Au congrès de Rennes, les pêcheurs de Boulogne ont expliqué le truc : d'abord ils ont été embarqués avec une paye mensuelle de 120 francs, puis, en douce, les patrons ont réduit la dose — à tel point qu'on engage actuellement à 70 francs par mois.

Voilà le dada des armateurs dans tous les ports de pêche : transformer le marin d'associé en salarié pour, ensuite, lui serrer la vis à gogo !

C'est dire que les marins n'ont pas à hésiter : ils sont dans leur droit absolu en résistant aux innovations des capitalistes ; par tous les moyens — le but patronal est de les affamer !

Les Brous. — Au Tréport, on pêche à la part, quasiment depuis toujours, outre les conditions énoncées ci-dessus, les matelots ont les brous pour eux.

On appelle brous les poissons de peu de valeur : mengelles, vives, roussettes, petits rougets et tous ceux d'espèces différentes, trop gringalats pour avoir qualité marchande. Les matelots y ajoutent les poissons de toute espèce qu'ils prennent à la ligne pendant les heures de repos.

Les armateurs du Tréport ont voulu chaparder ce bénéf traditionnel à leurs matelots.

Pour ça, ils ont manœuvré en jésuites : ils ont proposé aux marins de renoncer aux brous ; en cas d'acceptation, les grigous auraient servi à l'équipage une indemnité de cinq pour cent prélevée sur le produit brut de la vente du poisson, avant toute déduction de frais.

Les pêcheurs estimant, avec raison, qu'ils auraient fait un marché de dupes ont refusé de s'embarquer et se sont fichus en grève.

La Saint-Michel. — Les embarquements de matelots sont consentis pour une durée de six mois : ils expirent à Pâques et à la Saint-Michel. La Saint-Michel tombe le 29 septembre. Or, ce jour-là, tous les matelots ou à peu près, étant libres d'engagement s'amènent au bureau d'inscription maritime pour se faire réinscrire.

Les armateurs, qui avaient à l'avance formée une entente de malfaiteurs, présentèrent les nouvelles conditions et les pêcheurs n'en voulurent rien savoir.

Provocation. — Je l'ai seriné assez de fois : la gouvernance prend toujours parti pour le riche contre le pauvre, pour le capitalo contre le prolo — elle est intervenue au profit des armateurs.

Le 29 septembre, au matin, alors que les barques de pêche étaient encore en mer, sur la réquisition du maire, la Volière municipale du Tréport était occupée par un détachement d'infanterie.

Ne parlons pas des sergots et des pandores qui étaient mobilisés !

Drôle de façon de respecter la liberté du travail ! Y avait pas de trouble — pour la plus simple des raisons : les marins étaient en mer — et on mettait les soldats sur pied de guerre.

Si les propositions des armateurs n'avaient pas été crapuleuses il n'y aurait pas eu besoin, pour les faire accepter aux marins, de montrer les baïonnettes. En agissant ainsi, la gouvernance espérait fiche le trac aux matelots et — par la crainte d'un massacre, kif-kif celui de Fourmies, — les forcer à se soumettre aux exploiters.

Et il n'y a pas à tortiller, c'est ça qu'on cherchait : un massacre !

En effet, aussitôt le débarquement, la police interdisait la vente des brous sur le marché. Ces brous, pêchés avant l'expiration des traités appartenaient aux matelots.

C'était donc une cynique provocation !

La Grève. — Le provocateur, c'est le maire du Tréport, Victor Lameille, qui est en même temps armateur ; il a les pattes croches l'animal ! Il a des millions et, malgré ça, il veut toujours amasser : il est insatiable !

Quand les matelots ont vu la crapulerie, ils ont refusé de s'embarquer et pendant les journées de jeudi, vendredi, samedi et dimanche, Le Tréport a été privé de poisson.

Les gens sensés disaient aux marins : « N'acceptez pas de transactions, demandez purement et simplement le maintien des anciennes conditions. »

Les pauvres bougres n'ont pas eu le nez assez creux pour agir ainsi ! Ils se sont collés un arbitre sur le râble.

Qui ?... Je vous le donne en mille ?...

Paul Bignon !... Le maire d'Eu en chair et en os. A ce compte, pourquoi chercher si loin : ils n'avaient qu'à se faire arbitrer par Victor Lameille.

Paul Bignon gaffe quelquefois ; mais, au fond, c'est un roublard, — et il l'a prouvé !

Les pêcheurs sont vainqueurs... mais, roulés en plein ! Les pauvres gas ont été mis dedans kif-kif de simples vives.

On leur laisse les brous, mais ils ne les vendront plus eux-mêmes ; ils seront vendus avec la pêche et le produit des brous leur sera versé illico.

Il y a un traquenard dans cette solution, sinon les patrons n'avaient qu'à laisser les choses comme avant. Voici ce qui va arriver :

Primo, la vente en grand des brous ne rendra pas autant qu'elle rendait effectuée en petit par le matelot lui-même ; deuxième, les armateurs calculeront exactement la valeur des brous, et ils ne seront pas longtemps à trouver qu'ils donnent trop aux matelots.

De là à donner un nouveau tour de vis, y aura pas loin !

Gare à vous, les marins ! Le dada des armateurs est de foutre en l'air le partage à la part et de vous barbotter complètement les brous.

Ayez du nerf et ne vous laissez pas emberlificoter par les arbitres.

Les chameaucrates ont la langue bien pendue et si vous ne vous rebiffez pas avec bougrement d'énergie, vous y passerez.

Encore une victoire comme celle-ci et vous êtes frits !

## Conseils aux mouchards

Tous les marloupiers qui, pour quelques pièces de cent sous, remuent la casserole et dégringolent dans la mouchardise devraient bien ruminier l'histoire suivante :

Il y a quelques semaines, à Barcelone, une tentative d'évasion, manigancée pour tirer de la prison Ramon Sempau, le riche fieu qui essaya de revolveriser l'inquisiteur Portas, et un autre copain, fut à deux doigts de la réussite.

Trois copains s'étaient attelés à la besogne et, entrés en communication avec les deux détenus, leur avaient fait parvenir deux revolvers, des cartouches, des cordes à crochet, des fausses-clés et un flacon d'opium pour endormir, sans bobo grave, les gèneurs. En outre, tout un étage d'une maison voisine de la prison avait été loué... L'évasion était sur le velours, — quasiment réussie !

Mais, va te faire foutre ! Dans la prison était détenu, pour contrebande, un ami d'enfance d'un des deux prisonniers qui crut pouvoir se fier à lui ; le salopaud, nommé Pelat, alla casser le morceau aux gardiens.

Illico, Sempau et son camarade furent collés au secret, bouclés dans des cellules sans air, sans lumière, sans couchette, — un des tombeaux comme il y en a des tas dans les prisons d'Espagne.

Par une chance épatante, les amis qui, du dehors, avaient préparé l'évasion purent s'éclipser sans encombre.

Turellement, le mouchard fut récompensé : on le libéra en lui graissant la patte. Peu après, il eut une sale affaire et fut refourré au bloc, — malgré le service rendu.

Il en est toujours ainsi : la police n'a aucune reconnaissance pour les vermines qui lui rendent des services.

En prison, les gardiens étaient obligés de surveiller nuit et jour le mouchard Pelat, crainte que les autres prisonniers ne l'estourbissent, — tellement il était exécré.

Sur ces entrefaites, un jeune gas de vingt ans, José Perez Exposito, fut arrêté... Tout laisse à croire qu'il se fit boucler volontairement pour atteindre Pelat.

Et il a réussi, nom de dieu !

Ces jours derniers, Exposito rencontra le mouchard dans la prison et, profitant de l'inattention des gardes-chiourmes, il lui colla un poignard dans le ventre. Emporté mourant à l'infirmerie, l'inspecteur salaud n'a pas tardé à dévisser son billard.

Puisse la lugubre crevaision du mouchard Pelat donner à réfléchir aux tristes imbéciles qui se laissent enrôler dans la police.

## BAVE DE REPTILES

Les mensonges ne coûtent guère aux journaux bourgeois. Ils savent pratiquer le fourbi jésuitard : « Calomniez ! Calomniez ! Il en restera toujours quelque chose ! »

Ces jours derniers, quelques-uns de ces torchons — qui s'alimentent de copie à la préfecture de police — ont bavé que Voillard a été rédacteur au PÈRE PEINARD.

C'est faux ! Et si évidemment faux que, seuls quelques journaux — plus malpropres que leurs congénères — ont clabaudé cette menterie.

E. P.

## EN BANLIEUE

**Saint-Denis.** — Samedi dernier, il y avait une conférence, salle Badard. Le populo s'amenait à queue leu-leu et, à la porte, un camaro distribuait des canards.

A deux jeunes gas qui hésitaient à entrer, le copain fit l'invite : « Entrez donc vous instruire ; ici on pense et en face on est des brutes... »

La salle de réunion perche juste en face d'une caserne.

— De quoi ? Hein, vous dites que je suis une brute !...

C'était un capiston du 120° qui prenait pour lui

la réflexion du copain — quand on est morveux on se mouche !

Le copain envoya patte le galonnard qui, se bombardant sergot, ne parlait rien moins que de l'amener au poste. Des bons bougres intervinrent et firent taire le porte-rapide qui fila sans plus faire le faraud.

Voyez-vous, les gas, si la gradaille était ainsi remise à sa place — plus souvent qu'à son tour — la fameuse prédominance du militaire serait vite dans les choux !

\*\*\*\*\*

**Puteaux.** — Le baigneur de Dion et Bouton va devenir tout à fait célèbre : voici qu'on le transforme en champ clos et qu'on s'y bat en duel... mais, ça, c'est pas mes oignons ; je ne m'occupe que de l'exploitation qui s'y pratique.

Il n'y a pas que le Père Peinard qui a protesté contre l'affiche revêtue de la signature de 320 prolos et dont j'ai jaspiné l'autre semaine.

Des bons bougres se sont fendus d'une affiche qu'ils ont placardée dans le patelin et où, après avoir à nouveau affirmé la crapulerie du sac-à-mistoufles Gasselien qui a collé son revolver sous le nez d'un prolo, ils ajoutent :

Que les 320 turbineurs qui ont signé n'avaient qu'à choisir entre signer et la porte — c'est-à-dire la misère au logis !

Ils ajoutent que la protestation est sortie des bureaux et non des cerveaux ouvriers ;

Et ils concluent en disant que le baigneur de Dion n'est pas le paradis des prolos comme on voudrait le faire croire.



En lisant dans le PÈRE PEINARD les chouettes résolutions du Congrès de la Fédération des Bourses du Travail qui vient de se tenir à Rennes, rapport à la création de plus en plus nécessaire de vrais Syndicats paysans et à la propagande agraire, l'idée m'est venue de faire connaître aux camarades les décisions d'un autre Congrès, — un Congrès paysan, — qui se tint à Cordoue, en Espagne, fin novembre 1891.

C'est pas neuf, foutre ! Et depuis, il est passé de l'eau sous les ponts... et il a coulé du sang sur les échafauds, — tant de l'autre couchta des Pyrénées que par ici. Là bas, le sang des gas de Xérès, de l'héroïque Pallas, de Salvador, des fusillés de Montjuich et de Michel Angiolilo a coulé pour la rédemption du prolétariat et de l'humanité.

C'est qu'il y a de riches éléments révolutionnaires dans cette Espagne dont les ratichons sont si féroces et la gradaille de même valeur que la nôtre. Il n'y a pas que les autodafés et las corridos de muerte à reluquer tras los montes, il y a aussi des prolos marchant droit à l'émancipation, droit à l'anarchie, sans se laisser détourner par les « psst » des racoleurs républicains ou socialos à la manque.

Dès 1870, les travailleurs espagnols, affiliés à « l'Internationale », se déclarèrent anarchistes. Barcelone, Valence, Alcoy, tous les patelins de l'industrielle Catalogne devinrent des centres révolutionnaires, tous les groupes ouvriers vinrent à l'anarchie, tandis que, dans l'Andalousie, la propagande entamait les masses campluchardes.

Pareille semence n'est pas perdue et les jean-foutre calotins et soudards, de même que leurs acolytes, les capitalos, n'ont pas à trop se réjouir de l'acalmie actuelle : ils récolteront des justes représailles.

Ceci dit, je m'attèle à la traduction du document en question que j'extrait du Productor, un canard anarcho qui, dans le temps, paraissait à Barcelone.

C'est bien assez cotonneux pour bibi, une pareille besogne ; mais, après tout, l'Espagnol ressemble à nos patois du Midi et, à défaut de traducteur plus instructionné, le père Barbassou va en faire un.

Fin, les préambules et je commence :

Les délégués se réunirent le 30 novembre 1891 à trois heures du soir, ils étaient une tapée venus d'Arcos, de la Frontera, Cordoue, Osuna, Bornas, Benasquez, Paradas, Marchena, Lantejuela, Lora del Rio, Sarragosse, Lebrija, La Campana, Laja, Campillo, Antequera, Ubrique, Adra Fuentes d'Andalousie, El Rubio et Carmona.

Les mandats reconnus et vérifiés, le bureau est ainsi constitué : président, le délégué de Cordoue et secrétaires, ceux de Arcos, de la Frontera et Sarragosse.

Parmi les lettres et télégrammes d'adhésion et de félicitations au Congrès dont il est donné lecture, signalons celles du Productor de Barcelone, du Pacte d'Union et Solidarité, du groupe Ling de la même ville, du groupe des femmes anarchistes de Paradas, de la Fédération de Séville, des détenus à la maison pénale de Carthagène, etc., etc.

La première question mise sur le tapis est la suivante :

« Quelle ligne de conduite devons-nous suivre ? »

Le délégué de Lebrija se déclare partisan de groupes largement ouverts, il ne faut pas mettre la lumière sous le boisseau et rester à papoter dans les groupes ; nous devons nous mêler à la masse et ne négliger aucune occasion de la vie publique pour orienter vers l'anarchie les aspirations du peuple.

Le délégué de Marchena parle en faveur des groupements libres et de l'autonomie des membres du groupe.

Celui de Bornas se trouve d'accord avec les deux camarades précédents ; il ajoute que les travailleurs doivent employer tous les moyens à leur portée pour faire la Révolution Sociale, unique moyen de conquérir notre émancipation.

Le copain qui représente Paradas parle à son tour, il opine pour l'accord général de toutes les organisations en vue de l'œuvre commune ; celui de Arcas préconise la propagande au grand jour, les groupements ouverts à tous les prolos de la terre.

Enfin celui de la Campana se fend d'une chouette jaspnade : « Les ouvriers de la terre, dit-il en substance, auront dans la solution de la question sociale un rôle décisif ; jusqu'ici tous les mouvements révolutionnaires tentés par les ouvriers des villes n'ont échoué que faute de l'appui des paysans qui sont restés inertes par ignorance. Que chacun de nous propage sans décevoir et de cette agitation sortira le réveil de la classe paysanne, appelée par son concours à établir la nouvelle ère de vérité et de justice et à resserrer les liens d'union et de solidarité entre tous ceux qui endurent l'esclavage capitaliste et gouvernemental.

Ce point de l'ordre du jour suffisamment discuté il est pris la décision suivante : Les groupes doivent être libres, ouverts à tous et nous devons par tous les moyens faire arriver la propagande anarchiste à tous les confins du monde.

La deuxième question à l'ordre du jour — le marchandage ou travail aux pièces — est, après une discussion très approfondie entre divers délégués réglée dans le sens de l'abolition du marchandage, système de travail tout à l'avantage de l'employeur mais abrutissant et dégradant pour le travailleur.

Ces deux questions vidées la séance est levée et la partie remise au lendemain.

— 0 —

Le lendemain le grand point débattu est celui-ci :

Est-il nécessaire de former un pacte libre pour l'union de tous les travailleurs des champs.

Le délégué de Saragosse se déclare partisan du pacte d'union et de solidarité entre les groupes paysans, voulant en dernier lieu présenter une proposition qui serait impraticable sans le dit pacte.

Celui de la Campana parle dans le même sens, il se déclare partisan d'un centre de correspondances qui serait l'intermédiaire entre tous les groupes ; il se défend d'être autoritaire en proposant la constitution d'un tel centre, les principes qui animent les travailleurs des champs ne permettront d'autre méthode que la méthode anarchiste.

Les délégués de Marchena, de Lebrija d'Osuna, repoussent tout règlement ou statut, ils repoussent également la cotisation fixe pour les frais occasionnés par le centre des correspondances et de statistique voulant que chaque membre soit laissé libre de contribuer selon sa volonté.

Le copain de la Campana parle encore, disant qu'il faut tenir compte des circonstances ac-

tuelles, être pratiques, ne pas se laisser entraîner par des scrupules théoriques.

Plusieurs orateurs prennent ensuite la parole et, à la fin finale, le Congrès accepte l'entente, le bureau de renseignements et la cotisation de deux centimes par mois pour chaque fédéré.

Le Congrès se déclare en outre pour la grève, la participation au Premier Mai et, sur la proposition du délégué de Sarragosse, pour des tournées de propagande par la parole, laissant le soin et l'organisation de ces réunions à la commission de correspondances qui vient d'être constituée. Le Congrès adresse en outre aux travailleurs des champs le manifeste suivant :

*Les Délégués du Congrès des Travailleurs des champs de la région espagnole à tous leurs camarades :*

Compagnons d'infortune, salut.

Après la clôture de l'importante réunion tenue à Cordoue, par les travailleurs des champs, nous croyons nécessaire de vous adresser quelques paroles pour vous demander votre appui à l'œuvre d'émancipation commune entreprise avec ardeur et énergie.

Nous ne nous étendrons guère, d'abord parce qu'écrire n'est pas notre métier et ensuite parce que nous voulons vous parler avec précision et clarté.

Compagnons, vous n'êtes pas sans savoir que les agriculteurs, nous tous qui gagnons un morceau de pain noir à la sueur de notre front dans les terres des privilégiés — terres qui devraient appartenir à l'humanité toute entière — nous vivons de privations et nous subissons une servitude si pénible qu'il nous est impossible de l'endurer davantage. Nous sommes des hommes égaux aux autres hommes. Nous pourvoyons la société des premiers éléments de vie et sommes hautement utiles à tout le corps social. Il est donc indigne et infâme qu'on nous considère comme la dernière classe de la société, qu'on nous traite comme des bêtes de somme, et, plus indigne et infâme encore que nous supportons cette tyrannie, ce mépris et cet outrage à notre dignité.

D'autre part, les autres classes ouvrières — les travailleurs de l'industrie et les mineurs — s'efforcent de briser le joug; ils ont besoin de notre concours pour un mouvement irrésistible qui en finisse avec la tyrannie et réalise la liberté, l'égalité et la fraternité pour tous les êtres de la race humaine.

Un double devoir nous oblige donc à nous enrober par tous les moyens possibles dans les forces revendicatrices et révolutionnaires: nos propres besoins et notre dignité d'hommes tant au point de vue corporatif qu'au point de vue individuel.

Le devoir nous impose de secouer le fatras d'ignominies qui pèse sur nos épaules; sans défaillances nous saurons choisir les meilleurs moyens propres à cette besogne.

Nous avons fait ce que nous avons pu pour développer notre commune intelligence. Aidez-nous, vous qui n'êtes pas encore dans nos rangs et nous ratifierons ou rectifierons l'œuvre entreprise.

Notre aspiration est d'être libres et librement nous agissons quand les circonstances le commanderont.

Le plus important est de s'associer, de se grouper, peu importe la forme. Que chaque individu, que chaque groupe s'organise à sa convenance selon les conditions qui lui sont faites. L'essentiel est de se mettre en mesure de pouvoir nous entendre. Abandonnons comme fratricide l'incompréhensible isolement, l'égoïsme mal entendu. Groupons-nous; formons nos petites ou grandes collectivités, premier moyen de pratiquer la solidarité, de nous fortifier pour la lutte contre le Capital et la défense de nos intérêts constamment foulés aux pieds.

Ceci fait, le reste est facile: les relations d'un groupe avec un autre groupe, d'une région avec une autre région, s'effectuent par le simple fait que vous êtes groupés.

Une organisation aussi simple que celle du « Pacte d'union et de solidarité », où l'individu et le groupe restent absolument autonomes suffit pour réaliser l'accord et l'union de tous.

Nous tenant constamment en relations, nous nous trouverons en parfaites conditions pour marcher à l'unisson avec les exploités de toutes les corporations, avec les travailleurs de notre région et du monde entier pour exiger un peu plus que de minces améliorations de détail: l'intégrale émancipation sociale.

Si nous voulons en finir avec le marchandage, ce mode de travail tout à l'avantage de la bourgeoisie insatiable, groupons-nous!

Si nous ne voulons plus supporter la concurrence de la faim, la baisse des salaires, le travail fait à vil prix par des camarades d'autres contrées, groupons-nous!

Si nous voulons améliorer au jour le jour notre triste condition de salariés, si nous voulons être respectés, traités plus dignement, groupons-nous!

Si au despotisme économique et au despotisme politique nous voulons mettre le holà, agissons par l'entente de toutes nos corporations respectives!

Si nous voulons être libres une fois pour toutes; si nous voulons la disparition de toute vexation et de toute tyrannie; si nous voulons que l'anarchie, la plus belle et la plus juste conception humaine, puisse s'implanter dans la société, — pour tout ceci il faut l'association, le groupement, l'entente des opprimés.

En conséquence, connaissant le mal et connaissant le moyen d'y mettre un terme, il ne nous manque plus que décision et volonté.

Si nous continuons à être misérables et esclaves, à nous seuls en sera la faute.

Dans la conviction que vous ne voudrez être ni l'un ni l'autre, personne ne voulant son propre malheur; confiants que notre voix sera entendue, nous vous donnons l'accolade fraternelle, désirant à tous :

Salut! Révolution Sociale et Anarchie!

LES DÉLÉGUÉS.

Cordoue, 1<sup>er</sup> Décembre 1891.

Hein, les camarades, ce que vous venez de lire prouve que, nous autres français, qui nous croyons si marioles, sommes diantrement en retard :

Ce que le Congrès de la Fédération des Bourses du Travail vient d'éclaircir, par rapport à la propagande chez les paysans, les anarchos espagnols l'entreprirent il y a sept ans.

Nous sommes donc mal venus à faire les farauds!

LE PÈRE BARBASSOU.

Attention, les bons bougres!

le Quinze Octobre

sortira du four:

L'ALMANACH

DU

PÈRE PEINARD

pour l'année crétine 1899

An 107 calendrier révolutionnaire

Kif-kif les années précédentes, l'ALMANACH DU PÈRE PEINARD sera bath aux pommes: sa couverture s'illuminera d'un chic dessin en couleurs et il sera farci d'illustrations galbeuses et bourré de flambeaux aux petits oignons.

Prix de l'almanach: 0 fr. 25

pour le recevoir franco: 0 fr. 35

Adresser tout ce qui concerne l'ALMANACH aux bureaux du PÈRE PEINARD, 15, rue Lavieuville (Montmartre).

VERS LA RÉVOLTE

(11) Par HENRI RAINALDY

VIII

Delcros devait-il pour le peu de temps de service et le rabiot qui lui restaient à faire demander à changer de corps?

C'eût été s'exposer encore à de nombreux tracasseries et au hasard des antipathies et des rancunes

militaires traînées de caserne en caserne derrière le livret-matricule, cette fastidieuse fiche de faux renseignements — que les chefs se gardent de contrôler.

Il revint au bataillon où il apprit que, depuis son départ pour Marseille, deux hommes de la compagnie à laquelle il appartenait avant d'être à la section, venaient de désertir.

Le premier, un nommé Patoux, remplissait depuis deux mois les fonctions de cuisinier du capitaine. Très doux et très soumis, Patoux était bien le type devant convenir à Madame la Capitaine, qui était une femme très capricieuse, très avare, très coquette, très coléreuse, très méchante.

Elle mesurait le lard, comptait les pommes de terre et pesait le charbon dont le cuisinier avait journellement besoin. Quand Patoux revenait du marché et rendait son compte, elle discutait avec lui pendant des heures entières, en mots criards, sur le prix d'une livre de beurre et, bien des fois, le cuisinier préférant payer de sa poche que d'être accablé d'acrimoniques reproches, comptait 0 fr. 50 ce qui lui coûtait 0 fr. 75 ou un franc.

« Ce que Madame était rapiate!... » — sauf pour ses toilettes.

La capitaine en effet s'habillait très bien; elle savait que la toilette donne de l'éclat et rehausse les beautés défraîchies.

Le capitaine subissant à Marseille un examen professionnel et son absence devant durer une huitaine de jours, sa femme profita de ce peu de temps de liberté pour recevoir chez elle son amant, un lieutenant d'infanterie.

Sans le vouloir, le cuisinier les surprit un jour sur le canapé, dans le salon.

Confus, il se retira, balbutiant des excuses; mais Madame ne put jamais lui pardonner cela...

Être prise en flagrant délit d'adultère par un simple chasseur, un cuisinier!...

Deux jours après, pendant que Patoux était au marché, elle mûrit un projet très ingénieux et le mit à exécution dès que l'ordonnance rentra.

— Ah! vous voilà?... Le temps me durait que vous arriviez. J'ai laissé tomber hier dans la cuisine une pièce de vingt francs; j'ai oublié de vous la réclamer. Voulez-vous me la remettre?

— Mais, Madame... je n'ai point trouvé de pièce de vingt francs.

— Vraiment?

— Je vous assure, Madame... Tout de même, je vais chercher et je la trouverai probablement.

— Bon; cherchez-la.

Patoux chercha vainement jusqu'au soir. Il était désespéré.

Comment se présenter devant Madame? S'il avait eu vingt francs d'économies il les eût sacrifiés pour qu'on ne le crût pas un voleur; mais il venait d'envoyer sa dernière pièce de cent sous à ses parents qui souffraient beaucoup, là-bas dans leur village, de la dureté de l'hiver.

Comment faire? Comment faire?

« Enfin, finit-il par se dire, tant pis. Si Madame a perdu vingt francs dans la cuisine et que je ne les aie pas trouvés, ce n'est pas ma faute. Ils ont pu tomber dans le panier à charbon et ils sont maintenant fondus ou dans la caisse aux ordures, et ils sont loin... »

Fort de son innocence il se présenta devant la capitaine.

— Je n'ai pu retrouver la pièce; pourtant j'ai bien cherché.

— Ah! oui, la pièce? Et vous dites?...

— Que je ne l'ai pas retrouvée.

— Pas retrouvée? Vous voulez rire sans doute? Je n'aime guère les plaisanteries des domestiques.

Il restait devant elle, immobile, les bras ouverts en un geste d'innocence, et il murmurait :

— Rien trouvé... rien... vrai!

Alors elle sembla prendre une résolution.

— Ça suffit, dit-elle. Retirez-vous.

Puis, au bout d'un instant elle l'appela.

— Préparez-vous à partir d'ici. Je n'aime pas les voleurs. Je vais écrire à mon mari.

Il se retira sans pouvoir répondre, tant il était suffoqué.

Il se demandait s'il ne rêvait point, si c'était bien lui qu'on venait d'appeler voleur?

Voleur? Comment aurait-il pu l'être? Est-ce que jamais il s'était approprié seulement une pierre qui ne lui appartenait pas? Avait-il besoin de voler pour vivre? Il était soldat, on le nourrissait, on l'habillait, on le couchait et, quand il aurait fini son service, ses deux bras seraient encore assez robustes pour lui permettre de gagner son pain et d'aider les vieux.

Pourquoi donc alors l'appelaient-on voleur?

Et, tout à coup, il entrevit une réalité qui lui fit peur. Il gênait Madame; elle voulait se débarrasser de lui par n'importe quel moyen et se

venger aussi de ce qu'il l'avait surprise un jour avec son amant.

Elle allait écrire à son mari; le mari croirait sa femme et... Patoux comprenait; et il frémissait.

C'était le conseil de guerre. Il serait condamné pour vol, presque sans être entendu, et déshonoré à jamais....

Non! cela n'était pas possible!

Mais comment faire alors... comment?

Patoux réfléchit et, à force de réfléchir, esprit faible, pour éviter une honte, il se jeta dans le pire.

Quand il sortit de chez son capitaine, avec tous ses effets, sur le dos dans le sac, il suivit pour se rendre aux casernes neuves la promenade qui longe la mer. Il connaissait sur cette promenade un vieux bonhomme de pêcheur tenancier d'une petite buvette: il entra chez lui.

— Eh bé? fit le vieux en voyant arriver Patoux avec tout son équipement. Qu'est-ce que quoi?

— Eh bé! père Abonel, c'est que je suis plus cuisinier chez le capitaine.

— Comment dé qué ça se fait?

— M'en parlez pas, tenez.

— Eh! vous n'avez pas dé la chance, pauvre Patoux.

— Non, pas beaucoup. Donnez-moi donc une plume, du papier et de l'encre, père Abonel; il faut que j'écrive aux parents.

(La suite au prochain numéro.)

## Communications

### Paris

— Bibliothèque Sociologique des Libertaires du XII<sup>e</sup>. Les camarades se réuniront le dimanche à 8 h. 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton.

— Groupe abstentionniste du XII<sup>e</sup>. Réunion publiques abstentionnistes: Samedi 8 octobre, 51, rue de Charenton; lundi 10, rue d'Aligre, 5; jeudi 13, boulevard Diderot, 40; samedi 15, rue de Charenton, 51.

Nous espérons que tous les camarades ne manqueront pas de nous prêter leur concours oratoire.

— Le groupe communiste du XIV<sup>e</sup>, réunion tous les lundis soir, salle Chapron, 13, rue des Riantes.

Causeries par des camarades.

Le groupe organise pour le dimanche 16 octobre une soirée artistique privée où seront interprétés la *Cage* et le *Tréteau électoral*.

Les camarades qui désireraient des lettres d'invitation sont priés de s'adresser aux journaux libertaires.

— Groupe des Etudiants Révolutionnaires Internationaux. Réunion le mercredi, à 8 h. 1/2 du soir, 35, rue de la Montagne-Ste-Genève.

— Les Libertaires du XV<sup>e</sup>, réunion tous les dimanches soir chez Béra, 116, boul. de Grenelle.

— Samedi 8 octobre, à 8 h. 1/2, conférence publique et contradictoire par Lévêque, 100, rue Cardinet.

Sujet traité: Moyen radical pour mettre Dreyfus et Picquart en liberté.

Entrée: 0 fr. 25.

— LA BASOCHÉ, groupe libre des clercs de notaires, avoués, etc. Siège social, 85, Bd Magenta et 1, rue de Chabrol, maison Pillas. Permanence tous les mardis et vendredis de 9 à 11 heures du soir.

En dehors des questions corporatives traitées, le groupe donne des consultations gratuites sur toutes affaires civiles (successions, divorces, ventes, baux; ) affaires commerciales et correctionnelles, justice de paix, prudhommes, accidents du travail et notamment sur la loi du 12 janvier 1895, oppositions sur les salaires des ouvriers et employés.

Les personnes qui solliciteront des renseignements par correspondances, devront joindre un timbre pour la réponse et écrire à M. G. Perrin, 85, boul. Magenta, Paris.

— Solidarité des Trimardeurs, réunion et permanence tous les mardis de 8 à 11 h. chez André, 42, rue Balagny, 1, impasse Compoing.

### Banlieue

SAINT-DENIS. — Groupe libertaire d'études sociales. Salle Ollivier, rue du Port, (près la gare), tous les samedis, à 8 h. 1/2, causeries, lectures, discussions.

Les camarades sont priés d'être exacts.

— Jeunesse Egalitaire, réunion tous les mardis soir, salle Ollivier, 3, rue du Port.

— Afin de régulariser la vente des journaux anarchistes les camarades sont priés de se fournir au dépôt central, 67, rue de la République et chez Verrier, rue de Paris. Ils trouveront également les brochures au groupe le samedi.

### Province

NIMES. — Les libertaires nîmois se trouvent tous les samedis, dimanches et lundis café Dayre, 22, rue de la Vierge.

— Afin de faciliter la propagande et la vente des journaux libertaires le vendeur de Nîmes prévient les camarades qu'il se trouve à midi, bouillon Duval, derrière le grand temple, de 1 h. 1/2 à 2 h. rue Cotellier, 6, de 2 h. à 5 h. bar Terminus, à droite de la gare.

AMIENS. — Vu la nécessité de propager toujours et quand même nos idées, nous faisons appel à tous les camarades pour venir discuter avec nous tous les samedis soirs à 8 heures et tous les dimanches, au Cent de Piquet au coin de la rue du Coq.

SETTE. — Les copains se réunissent chaque jeudi et samedi au café Castan, quai de Bosc.

TROYES. — Montperrin, impasse Bresquin, vend et porte à domicile le "Père Peinard" le "Libertaire" et les "Temps Nouveaux", ainsi que les brochures libertaires.

Les bouquins de la Bibliothèque sont à la disposition des camarades.

AVIGNON. — Les camarades se rencontrent tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, au café-bar du Palais, place de l'Horloge.

PERPIGNAN. — Réunion tous les soirs au café-bar du Marché-Neuf.

Les journaux et brochures anarchistes sont en vente chez le camarade Vassail, 10, rue des Dragons et au kiosque du Palais, place Arago.

Le camarade porte à domicile.

LE HAVRE. — Le "Père Peinard" est crié par Barrey, 10, rue Chilon et en vente dans tous les kiosques.

SAINT-CHAMOND. — Les camarades invitent les jeunes gens soucieux de leur liberté à se rendre tous les samedis de 7 h. 1/2 à dix heures du soir et le dimanche à 9 h. du matin, au Pont-St-Pierre, 2, chez Dautre, bistrot.

TARARE. — Le "Père Peinard" et toutes les publications libertaires sont en vente chez Gaynon, sur la Pêcherie.

TOULON. — Les camarades trouveront toutes les publications anarchistes rue Vincent Cordouan, 2, au marchand de journaux.

REIMS. — Faubourg de Laon: réunion à la Buvette du Lavoir, le samedi. Urgence.

ARLES. — "Le Père Peinard" et toutes les publications anarchistes se trouvent chez le camarade Gilles, café de la Marseillaise, 1 rue de la Trouille.

CHATEAUMEILLANT. — Le "Père Peinard" est en vente chez Mazure, coiffeur.

CAVAILLON. — Le groupe libertaire "la Fraternelle" se réunit tous les dimanches au café des Négociants.

ANGERS. — Les copains et copines se rencontreront samedi à 8 h. 1/2 aux Bonnes-Fillettes.

BOURG-DE-PEAGE. — Les journaux sont en vente chez Delalé, 7, place des Minimes et portés à domicile.

LIMOGES. — La Jeunesse Libertaire se réunit tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, 131, faubourg de Paris.

— Les journaux libertaires sont en vente chez Moreau, place Denis-Dussoubs; Papy, rond-point Garibaldi; kiosque de la Poste et kiosque place Jourdan.

BORDEAUX. — Les journaux anarchistes sont en vente chez Mme Rolland, 104, rue Notre-Dame.

— Nouveau-Théâtre, rue des Menus, 57, samedi 8 octobre, à 8 h. 1/2, conférence par Sébastien Faure.

Sujet traité: Dreyfus est innocent.

Entrée: 0 fr. 50.

### Extérieur

LIÈGE. — Les libertaires se réunissent tous les dimanches, à 6 h. du soir, chez P. Schleich, 85, quai d'Orban.

CHARLEROI. — Tous les libertaires se réunissent le samedi, à 8 h. 1/2, au café du Temple de la Science.

### Petite Poste

V. Nîmes. — L. Epinal. — H. Orléans. — M. Bruxelles. — L. Reims. — H. Angers. — T. Thizy. — P. Breilles. — G. Bellégarde. — M. Troyes. — D. Billy. — C. Liancourt. — D. Rethel. — B. Havre. — B. Nantes. — P. Commeny. — P. Bordeaux. — M. Juvisy. — P. A. Trélazé. — W. Fressenville. — C. Roubaix. — Reçu règlements, merci.

— Martin donne le bonjour aux copains de Mouscron.

— A. Bordeaux: Oui, toutes tes lettres ont été reçues.

— P. Peyrins: on te renvoie les numéros que tu n'as pas reçus; tout t'a été envoyé, comme d'habitude.

— La Misère: ta note passera la semaine prochaine.

### POUR LES TERRASSIERS

Collecte parmi les étudiants russes de Genève, 20 fr. Les compagnons C. et H., 7 fr. — Total 27 fr.

## En vente aux bureaux du Père Peinard

LES ALMANACHS DU PÈRE PEINARD pour 1897 et 1898, l'exemplaire, 0.25; franco, 0.35.

L'ALMANACH DU PÈRE PEINARD pour 1894 (saïsi).

L'ALMANACH DU PÈRE PEINARD pour 1896, rare; 0.50, franco 0.60.

Brochures à 0 fr. 10; franco 0 fr. 15 l'exemp.

VARIATIONS GUESDISTES, opinions anciennes de Jules Guesde, Gabriel Deville, etc., recueillies et annotées par Emile Pouget.

L'ANARCHIE, par Elisée Reclus.

UN SIÈCLE D'ATTENTE, par P. Kropotkine.

AUX JEUNES GENS, par P. Kropotkine.

L'AGRICULTURE, par P. Kropotkine.

EDUCATION, AUTORITÉ PATERNELLE, par André Girard.

LES RÉVOLUTIONNAIRES AU CONGRÈS DE LONDRES.

PATRIE ET INTERNATIONALISME, par Hamon.

LA GRANDE RÉVOLUTION, par Kropotkine.

LA LOI ET L'AUTORITÉ, par Kropotkine.

ENTRE PAYSANS, par Malatesta.

PREMIÈRE DÉCLARATION D'ETIÉVANT.

LE MACHINISME, par Jean Grave.

LA PANACÉE-RÉVOLUTION, par Jean Grave.

IMMORALITÉ DU MARIAGE, par René Chaugh.

EN PÉRIODE ÉLECTORALE, critique du suffrage universel, par Malatesta.

LA MORALE ANARCHISTE, par Kropotkine.

LA PROPAGANDE SOCIALISTE, SON RÔLE ET SES FORMES, publication des E. S. R. I.

Brochures à 0 fr. 15; franco 0 fr. 20 l'exemp.

NOTRE CHER ET VÉNÉRÉ PRÉSIDENT, publiée par le "Libertaire".

LES CRIMES DE DIEU, par Sébastien Faure.

POURQUOI NOUS SOMMES INTERNATIONALISTES, publication du "Groupe des Etudiants socialistes, révolutionnaires internationalistes".

L'INDIVIDU ET LE COMMUNISME, publication des E.S.R.I.

RÉFORMES ET RÉVOLUTION, publication des E.S.R.I.

MISÈRE ET MORTALITÉ, publication des E.S.R.I.

LES ANARCHISTES ET LES SYNDICATS, publication des E. S. R. I.

Brochures à 0 fr. 25; franco 0 fr. 30 l'exemp.

LE DOGME ET LA SCIENCE, par E. Janvion.

L'ORDRE PAR L'ANARCHIE, par D. Saurin.

LES TEMPS NOUVEAUX, par Kropotkine.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE, par W. Tcherkesoff.

### Divers

BOYCOTTAGE ET SABOTAGE, rapport de la Commission du Boycottage au Congrès corporatif tenu à Toulouse en septembre 1897. — Deux brochures pour 0 fr. 05. Par poste, l'ex. 0.05, dix ex. 0.35.

GRUELES NOIRES, album de dix croquis, d'après l'œuvre de Constantin Meunier, par Luce, préface de Charles Albert, 7 fr.; franco, 1 fr. 30.

LA COLLECTION DE LA SOCIALE, 1895 et 1896, 76 numéros brochée, 7 fr. 50; franco, 8 fr.

LE PÈRE PEINARD, années 1891, 1892, 1893, l'année, brochée, 8 fr.

LE PÈRE PEINARD (nouvelle série), 1896-1897, 62 numéros, 8 fr.

Affiches illustrées: Le P. P. au Populo, le CANDIDAT A LA LUNE et KIP-KIP BOURRIQUOT, avant et après 1789, chaque affiche 0.10, franco les deux 0.25.

LA SOCIÉTÉ AU LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION, par Jean Grave, 0 fr. 60; franco, 0 fr. 70.

DIEU ET L'ÉTAT, par Bakounine (avec portrait), 1 fr.

ENDEHORS, par Zo d'Axa, le vol., 1 fr.; franco, 1 fr. 30.

COMMENT L'ÉTAT ENSEIGNE LA MORALE, publication des E.S.R.I., le vol. 1 fr. 50; franco, 1 fr. 75.

BIBLIOGRAPHIE DE L'ANARCHIE, par Netlau, fort volume documentaire, in-8°, 5 francs.

PAROLES D'UN RÉVOLTÉ, par Kropotkine, 1.50.

En volume à 2 fr. 50; franco, 2 fr. 80

LA CONQUÊTE DU PAIN, par P. Kropotkine.

LA SOCIÉTÉ FUTURE, par Jean Grave.

LA GRANDE FAMILLE, par Jean Grave.

L'INDIVIDU ET LA SOCIÉTÉ, par Jean Grave.

LA PHILOSOPHIE DE L'ANARCHIE, par Ch. Malato.

DE LA COMMUNE A L'ANARCHIE, par Ch. Malato.

LES JOYEUSÉTES DE L'EXIL, par Ch. Malato.

DE MAZAS A JÉRUSALEM, par Zo d'Axa.

BIRIBI, par Darien.

LA PSYCHOLOGIE DE L'ANARCHISTE-SOCIALISTE, par Hamon.

LA NATURE par Rainaldy DELCROS, par Rainaldy ..

Le PÈRE PEINARD est expédié en province le jeudi, les dépositaires doivent le recevoir le vendredi, ou dans les régions éloignées le samedi matin au plus tard.

Ce journal est composé par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant: L. GRANDIDIER.

Imp. L. Grandidier, 15, rue Lavieuville, Paris



-- Dis donc, eh! vieux frère, es-tu du Syndicat des démolisseurs?